



L'INFOLETTRE DU RÉSEAU COOPÉRATIF

-MAI 2020-

Le **Réseau coopératif Europe-Écologie-Les-Verts** est l'un des deux collèges du **Mouvement EELV**. Il se distingue du collège Parti politique par sa structure horizontale.

Rédigée par des membres du **Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)**, cette **infolettre** a pour objectif de présenter la diversité des actions et engagements des **Coopérateurs et Coopératrices du Mouvement EELV**.

Nos Infolettres font apparaître **les points de vue différents** qui coexistent au sein du **Réseau coopératif**. De manière toute aussi importante, elles sont destinées à faire connaître les actions militantes écologistes que nous portons ou soutenons.

Bonne lecture !

Le Comité de rédaction

SOMMAIRE

- **Le projet d'archipel est sur les rails.**
- **Ensemble, imaginons un plan de transformation social-écologique.**
- **Après l'asepsie, l'anesthésie.**
- **EFG : Épidémies, famines, guerres... Normal !**
- **Petit guide pour aller vers moins de travail et plus d'activité.**
- **Renouveler son adhésion au Réseau coopératif !**

Le projet d'archipel est sur les rails.

Depuis plusieurs mois, et encore plus depuis le confinement, apparaissent de nombreux appels, tribunes, regroupements ayant tous pour objet une vision commune d'une autre société pour lutter contre le réchauffement climatique ou pour une sortie de cette crise sanitaire. Leur particularité est qu'elles se fondent sur l'engagement d'individualités plus ou moins connues, afin d'en assurer la promotion, mais sans aller beaucoup plus loin, pour la plupart.

La Coopérative EELV est un espace politique original qui a pour objectif de réunir des personnes ayant des sensibilités politiques très différentes mais étant, avant tout, des militants de l'écologie. Nous avons donc vocation à rassembler des individualités dans notre structure coopérative, à l'intérieur du Mouvement EELV.

Mais rassembler des organisations écologistes autres qu'EELV, que celles-ci soient des partis politiques, des mouvements politiques, des associations, des collectifs Facebook, des syndicats, des ONG, etc., est un défi que nous avons relevé avec quelques rares organisations autour du modèle de l'archipel citoyen « Osons les jours heureux », qui regroupe depuis plus de deux ans une cinquantaine d'associations humanistes et apolitiques.

<https://coop.eelv.fr/journee-dete-lorganisation-dite-en-archipel/>

Le Réseau coopératif EELV, de par son expérience d'une gouvernance coopérative, est moteur avec quelques autres organisations, dans la construction d'un futur archipel, une structure permanente regroupant, on l'espère, de

nombreuses organisations, sans position hégémonique de l'une d'entre elles sur toutes les autres. Une seconde réunion a rassemblé, le vendredi 15 mai, en visioconférence, des personnes qui s'étaient déclarées motivées pour construire cet archipel, au total 46 personnes appartenant à une vingtaine d'organisations. Lors de cette réunion, quatre groupes de travail ont été lancés pour : établir ce que seront les pré-requis pour rejoindre ce futur archipel (précisés dans la charte commune et par les règles de gouvernance) ; organiser une rencontre du type « université d'automne » ; et discuter des modalités de gestion des campagnes électorales avec les partenaires de l'archipel.

Denis Guenneau,
Coopérateur EELV,
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Ensemble, imaginons un plan de transformation social-écologique.

I) Penser l'après COVID-19.

Nous vivons une période paradoxale : décroissance forcée des activités, casse économique et sociale d'un niveau inégal et, simultanément, récupération écologique et climatique de la planète. En situation de confinement, pratiquer un vagabondage mental sur notre avenir est nécessaire et roboratif, d'autant que les **leçons à tirer** de la catastrophe sanitaire sont nombreuses. La vulnérabilité et l'injustice sociale, deux enjeux fondamentaux de la social-écologie, ont pris tout leur sens. Les ravages de notre égarement néolibéral productiviste et des politiques d'austérité budgétaire se sont brutalement exprimés. Mais le défi qui se pose à nos sociétés est apparu plus vaste encore : l'évidence de la coévolution du vivant (la nature n'est pas une simple ressource, l'homme en est partie prenante) et l'importance des modes d'usage des territoires sont venues valider les thèses de l'écologie « intégrale ». **Demain** viendra le **plan de relance**, la « restauration », un retour à l'avant COVID-19. Le monde marchand reprendra ses droits : rattrapage à marche forcée

de l'économie, comblement des pertes financières des sociétés de capitaux, « droit de tirage » illimité sur les ressources, fringale post-sevrage d'achats consolateurs, frénésie de vols touristiques low-cost. Le report des rencontres internationales sur le climat et la biodiversité⁽¹⁾ fournira un prétexte à la relance des secteurs « bruns » aux dépens des secteurs verts. Le seul changement de cap à attendre sera le « Plan massif d'investissement et de revalorisation de l'hôpital » annoncé par E. Macron, si tant est que le niveau d'endettement le lui permette. **Après-demain**, à l'issue des élections présidentielles de 2022, les timides avancées environnementales de ces dernières années (manger bio et local, utiliser son vélo ou les transports en commun) s'accéléreront et un **plan de transformation** social-écologique se mettra en place. L'horizon temporel étant dressé, tentons d'identifier brièvement une cible possible, celle d'une société de post-croissance, puis de décrire une trajectoire politique permettant de l'atteindre.

II) La cible : une société de post-croissance.

Trois facettes d'une société de post-croissance sont caractéristiques. Tout d'abord un idéal du « bien vivre ensemble » : vivre mieux, avec moins, dans une nouvelle relation à l'autre et à la nature. Vivre de façon équitable, chacun ayant suffisamment et personne n'ayant trop. Vivre dans « la prospérité sans croissance », qui allie la satiété ou le suffisant (et non l'abondance propre à la croissance) et un état de bien-être.

Ensuite, un système de valeurs génératrices de nouveaux comportements : convivialité, solidarité, coopération, équité, temps libre créatif, autolimitation, sobriété, autonomie et démocratie.

Enfin, une organisation économique :

- équilibre entre activités et stocks de ressources (certaines en situation d'épuisement), donc économie circulaire et réduction des flux d'énergie au profit du renouvelable ;
- relocalisation de certaines activités (par exemple, alimentation en circuits courts et communautés énergétiques) ;
- nouvelles formes d'économie, telles que l'économie sociale et solidaire (ESS), les plateformes de partage et d'échange entre particuliers, l'économie d'usage ;
- gestion collective et préservation des biens communs (santé, éducation, climat, accès à un air de qualité, biodiversité, eau, etc.) ;
- nouveau rapport au travail en réduisant sa durée, en valorisant son utilité sociale, en l'adaptant à la société du numérique et de la robotisation.

III) Une trajectoire : la transformation social-écologique.

Les citoyens au cœur de l'action politique.

Le soulèvement des Gilets jaunes, les assemblées de grève, les manifestations et actes de désobéissance civile, ainsi que les marches de la Génération climat, particulièrement amples en 2019, ont exprimé un besoin de **participation**

citoyenne directe à la conception des politiques publiques. La décision ne peut plus s'établir dans l'opacité des « boîtes noires » institutionnelles.

Les associations de solidarité internationale se fédéreront pour que la mondialisation soit une construction humaine autant qu'un fait économique. Au **niveau européen**, chacun se saisira de toutes les occasions d'expression : mobilisations en ligne, forums, consultations citoyennes, conventions démocratiques, droit de pétition (Initiative citoyenne européenne), lobbying auprès du Parlement européen. Des voix citoyennes toujours plus fortes exigeront des assemblées de citoyens tirés au sort et appelleront à une puissance européenne solidaire. Les **territoires** amplifieront leur propre rôle en multipliant les dynamiques antisystème à la façon des territoires O-TAFTA, des villes en transition ou du réseau mondial des grandes villes engagées pour le climat indépendamment des décisions nationales.

Pour peser sur l'ordre économique et social, l'acteur le plus efficace est le **citoyen-consommateur**. Ses comportements d'achat sont essentiels pour orienter les modes de production, les produits et les services des **entreprises** vers ceux qu'il juge vertueux (ne faisant pas le tour de la terre, par exemple). Par ses arbitrages, par le boycott, il peut sanctionner les entreprises. Consommer différemment est devenu un acte politique. Contre le lobbying productiviste, le lobbying de la société civile !

En France, les partis à vocation social-écologique devront dépasser l'éparpillement idéologique, les stratégies d'appareils et les querelles d'egos pour converger et se rassembler. Cela pourrait se faire à partir d'un **socle commun d'orientations politiques** rappelant notre description d'une société de post-croissance avec, au minimum, les **sept suivantes** :

- (1) rupture avec le productivisme et le consumérisme ;
- (2) décroissance sélective en faveur de la décarbonation et de la conversion sociale (partielle) de l'économie ;
- (3) préservation et gestion démocratique des biens communs et des services publics locaux ;
- (4) régulation de la finance et redistribution sociale massive ;
- (5) protection du vivant, de la biodiversité et des équilibres naturels ;
- (6) réduction du temps de travail et valorisation du temps libre ;
- (7) aménagement équilibré, décentralisé, démocratisé des territoires.

Il faudra ensuite donner une forme et à ce rassemblement, qu'elle soit une fédération, un front commun ou un archipel⁽²⁾.

Mais la politique dépasse les seuls partis pour concerner l'ensemble du contrat social. Ceux-ci doivent rencontrer l'attente citoyenne--relayée par des collectifs d'associations et des coopératives écologiques et sociales--consistant à « faire de la politique autrement ». Une deuxième fonction s'impose à eux, au-delà de la lutte pour le pouvoir : assurer l'animation de la vie politique et donc le dialogue, la pédagogie, l'intelligence collective permettant de réaliser une hybridation avec l'ensemble de la mouvance sociale.

Cette ouverture de la social-écologie institutionnelle à l'écologie citoyenne est la condition de son ancrage et du basculement culturel qui assurera la victoire d'un grand pôle social-écologique en 2022. Le terrain aura été préparé par la floraison des listes citoyennes et participatives lors des élections locales et régionales.

Transformer le cadre institutionnel et politique.

Un exécutif mondial à l'image d'un ONU fédéral n'a certes aucune chance de voir le jour. Mais les stratégies de concurrence économique et géopolitique des nations ou des grandes régions du globe (par exemple, les guerres du pétrole) laisseront progressivement la place à un nouveau cadre de **coopération internationale**. Avec pour vocation première la corégulation, établissant des normes sociales, environnementales, fiscales, acceptables par les États et les acteurs économiques. **Une Europe** fondée sur la **solidarité** sera un acteur essentiel de cette coopération pour un nouvel ordre mondial (elle l'est déjà en partie pour le climat). Elle œuvrera au raccourcissement partiel des chaînes de production, à la relocalisation de certaines activités et à des échanges commerciaux plus justes et climato-compatibles. Elle réorientera l'aide au développement vers les besoins humains fondamentaux. Elle assurera un accueil décent des migrants. Elle organisera une forme de souveraineté alimentaire (ex. produire ses protéines végétales), sanitaire (ses médicaments), énergétique (ses équipements photovoltaïques) et numérique (ses services). Elle mettra en place un « Green New Deal » digne de ce nom, mettant la lutte contre le changement climatique et la justice sociale au cœur d'un nouveau modèle de prospérité économique : transition vers une économie décarbonée, forte imposition des hauts revenus, soutien à la conversion écologique des emplois. Elle instituera un revenu minimum harmonisé, une assurance chômage, un revenu universel d'existence ⁽³⁾, même temporaire, ciblé sur les achats à fort contenu décarboné. Avec un budget conforté par des taxes sur les grandes multinationales, les GAFAM (qui profitent largement de la crise sanitaire) et les transactions financières ainsi que par une lutte sévère contre les paradis fiscaux. Pour la plupart de ces actions, le serpent de mer des nouveaux traités n'est pas nécessaire, c'est le volontarisme politique qui est en jeu.

En France, la coalition social-écologique installée au pouvoir en 2022 aura pour mission de mettre en place l'action publique forte nécessaire à l'installation progressive d'une société de post-croissance. L'État devra s'affranchir des lobbies des énergies fossiles et de l'agro-industrie productiviste. Il réorientera les investissements des **entreprises** et encadrera la généralisation de la finance verte tout en assurant la protection des ressources naturelles et des biens communs. Il ne sera plus l'État-pompier de la crise sanitaire mais un État-providence (de nouveau) et surtout un État visionnaire. Non plus l'Épiméthée de la mythologie grecque qui comprend et intervient toujours trop tard mais Prométhée, qui investigue le long terme, anticipe les situations et scénarise l'incertitude. Une imposition massive sur les hauts revenus, les gros patrimoines et le capital des grandes entreprises alimentera le budget nécessaire.

Agir ensemble.

Les citoyens, organisés ou non en collectifs, les territoires et les organisations politiques, s'ils font masse, ont le pouvoir de changer l'organisation collective. **Ensemble**, le mot-clé des slogans des récentes campagnes municipales, en est un également pour l'après COVID-19. Ensemble bien que les fractures sociales et territoriales révélées par la crise sanitaire soient plus fortes que jamais. Une notion brutalement révélée par la crise est celle de **l'interdépendance** : des sociétés, des humains, au sein du monde vivant. Nous dépendons tous d'une même chaîne de souris, d'un même réseau de germes microscopiques et d'une poignée de mains entre chinois. Notre devoir est de faire chaîne commune et de donner réponse commune.

Patrick Salez
Coopérateur EELV
Poitou-Charente

(1) ajouté au fait qu'en 2020, le G20 est présidé par l'Arabie Saoudite et le G7 par les États-Unis, deux pays climato-sceptiques.

(2) il s'agit d'une part d'une structure politique conciliant les identités de ses organisations membres et la co-construction de projets d'intérêt commun et d'autre part d'une méthode de travail « horizontale » (sans leadership de domination).

(3) il s'agit d'un filet de sécurité dont l'alternative serait un ciblage financier sur les catégories vulnérables. A distinguer d'un revenu d'existence perpétuel dont la vocation plus large est de favoriser l'utilité sociale et le temps libre créatif. Ce dernier peut s'envisager au niveau national.

Après l'asepsie, l'anesthésie.

Le 28 avril 2020, Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée Infection, qui a organisé des tests de dépistage du COVID-19 à Marseille, indique qu'il ne croit pas à une deuxième vague de COVID-19 :

« l'histoire de rebond, c'est une fantaisie qui a été inventée à partir de la grippe espagnole qui a commencé l'été, et qui n'a rien à voir ».

« On suit avec énormément de tests l'épidémie, on a eu un pic [...] et depuis on a une décroissance continue ».

Selon l'expérience du professeur Didier Raoult :

« Les épidémies commencent, s'accroissent, elles culminent, c'est le moment maximal de transmissibilité, elles diminuent, elles disparaissent, et on ne sait pas pourquoi ».

« Les épidémies ont disparu dans le temps, bien avant qu'on ait le moindre moyen de les contenir, elles disparaissaient quand même. L'humanité n'est morte d'aucune épidémie ».

Dans ces conditions pourquoi budgéter et produire un bracelet connecté, autrement dit, un bracelet électronique ? Tous tracés ?

Si l'on en croit un professeur émérite et toutes ses équipes, quelles seraient les raisons du Gouvernement d'accepter les propositions d'une application « COVID-19 » d'un opérateur télécom de l'internet des objets, comme Sigfox par exemple ?

Dans Le Point, Thibaut Déléaz, précise que Ludovic Le Moan assure :

« bénéficier d'une couverture réseau bas débit baptisé « Zéro G » suffisante pour offrir un service efficace à l'échelle de la France et d'une grande partie de l'Europe ».

Argument de vente :

« le bracelet est enlevé, c'est fini. Alors que le téléphone restera dans la poche après la crise ».

Enlevé, fini, qu'est-ce qu'on en fait des bracelets ? Déchets ?

Pour les systèmes d'exploitation mobiles, il faudrait un accord avec Google et Apple, qui ne seraient peut-être pas contre des données supplémentaires. Deux entreprises qui, COVID-19 oblige, collaborent pour la norme de communication Bluetooth.

Les data, la ruée vers l'or du XXI^{ème} siècle ! La spiritualité avait plus de panache !

Après l'asepsie, l'anesthésie.

Un nouveau pan de liberté s'écroule. L'obsession du moment : retracer les contacts des personnes dépistées positives au COVID-19 pour les isoler. Comment ?

Ce bracelet, considéré comme moins intrusif que Stop Covid permet surtout de couvrir les millions de français qui ne possèdent pas de téléphone intelligent (*smartphone*), dont les personnes âgées déclarées à risque au cours de cette pandémie qui l'utilisent peu. Quelques pistes liberticides internationales : restreindre les déplacements des citoyens qui refuseraient d'installer l'application, choisir une application pour tous les étrangers qui entrent dans le pays, suivre les malades qui ont le choix de rester à l'hôpital ou rentrer chez elles, les personnes qui violent l'auto-isolément en allant dehors sans prévenir et en ne répondant pas aux appels téléphoniques... Eh oui, ce téléphone intelligent auquel vous devez être suspendu en permanence !

Développé à l'origine pour détecter quand un engin, sur les docks, s'approche trop près du porteur ou encore en lançant l'alerte si le porteur est à terre, le bracelet Romware Covid Radius de Rombit s'adapte. Version coronavirus, il émet une alerte quand deux salariés sont trop proches ou lorsqu'il y a trop de monde dans un même espace, et il permet de dresser la liste des contacts rapprochés d'une personne malade durant les 14 jours précédant son diagnostic.

La technologie, une arme pour les politiques qui se déchaînent sur fond de discrimination sanitaire et générationnelle.

Il y a fort à parier que les agents de contrôle vont connaître le plein emploi à Hongkong, sur les ports de Mourmansk en Russie, d'Anvers en Belgique, en Corée du Sud, en Californie...

Exit la question de la protection de la vie privée et des données personnelles ?

L'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA) assure que le numérique est :

« susceptible de jouer un rôle majeur dans le cadre d'une stratégie globale de lutte contre le COVID-19. ».

Son projet européen, PEPP-PT (Pan European Privacy Preserving Proximity Tracing), articulé autour d'un suivi numérique des contacts de proximité (*contact tracing*), fondé :

« sur le consentement, l'anonymat et le respect de la vie privée, en totale conformité avec la réglementation RGPD »,

attend des politiques désireuses de :

« se concentrer sur l'intégration éventuelle de ces mécanismes dans les processus nationaux de parcours de soins, le droit national et les exigences spécifiques que chaque pays est susceptible d'avoir, si les pays décident d'inclure de telles approches dans leur politique de lutte contre le COVID-19 ».

David Menga, ingénieur-chercheur et Xavier Dalloz, consultant dans les nouvelles technologies, écrivent dans « La Tribune » que :

« les êtres humains vont pouvoir interagir à distance en temps réel grâce à des technologies réseau très haut débit et à faible latence permettant la téléconférence, le télé-enseignement, la télé-médecine, la télé-opération. ».

Ils décrivent des appareils qui pourront analyser les données et prendront des décisions, agiront sur ces données sans implication humaine. La société aixoise xRapid a présenté au Consumer Electronic Show (CES) de Las Vegas, en janvier 2020, un bilan sanguin à domicile avec l'appareil intégré xRblood.

Le *do-it-yourself* s'enfle-t-il comme la grenouille ?

Ces spécialistes ont l'idée, grâce à une cryptomonnaie, « de récompenser les bons comportements des individus face à la maladie comme rester chez soi, se faire tester. »

Ils célèbrent le tout numérique, programmable, automatisable grâce à l'I.A. L'intelligence artificielle, la solution à tous les maux de l'humanité, un mythe ?

A la lecture des mots clés des innovations de circonstance qui, nous dit-on, vont s'imposer dans notre vie quotidienne post COVID-19, comme tokenisation, wallets, amélioration du PEC (Productivité des échanges collaboratifs), mobilité, puce neuromimétique, Physical Unclonable Function (PUF), ATAWADAS (Any time, Any Where, Any Device, Any Surface), robots insensibles aux virus..., je ne suis plus sûre du caractère favorable que peut représenter une « crise ». Ne pourrions-nous plus facilement croire en ces avancées technologiques si, en parallèle, une volonté indestructible de politique publique produisait ses effets pour éradiquer la pauvreté ?

Ne nous touchons plus !

Le commerce électronique se charge de toucher... tous les biens pour nous.

Brigitte Giry,
Coopératrice EELV,
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Sources :

<https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/le-professeur-didier-raoult-ne-croit-pas-une-deuxieme-vague-de-covid-19-6821029>.

<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/covid-19-le-monde-d-apres-sera-innovant-ou-ne-sera-pas-844559.html>

https://www.lepoint.fr/societe/coronavirus-un-bracelet-electronique-pour-sortir-du-confinement-24-04-2020-2372770_23.php

EFG : Épidémies, famines, guerres... Normal !

Malthus avait tout prévu dès 1798, l'épidémie, la famine, les guerres. Dans son « Essai sur le principe de population », il ramenait les causes multiples de ces dysfonctionnements à une cause principale, la non maîtrise de sa fécondité par l'espèce humaine. Dans une note, Malthus précisera son idée de fond :

« A ce qu'il me semble personnellement, celui qui indique le moyen d'atteindre un mieux relatif est un bien plus grand bienfaiteur de l'humanité que celui qui se contente de discourir sur les tares de la société actuelle et la beauté d'une société différente, sans indiquer une méthode concrète pour accélérer notre progression de l'une vers l'autre. »

A son avis, il était donc nécessaire de réguler l'évolution de la population à un niveau compatible avec les ressources alimentaires.

Qu'en penser aujourd'hui alors que la révolution agricole a multiplié depuis 200 ans les ressources et accompagné l'explosion démographique ? Avant la crise sanitaire actuelle, les indicateurs de la malnutrition étaient déjà dans le rouge, 820 millions de personnes souffrant déjà de la faim, un Terrien sur neuf. Selon la FAO⁽¹⁾, la pandémie de Covid-19 pourrait ajouter, avec la récession économique, 15 à 80 millions de personnes à cette estimation. L'objectif « faim zéro d'ici à 2030 », que s'est fixé la communauté internationale, semble de moins en moins atteignable. Il est vrai que les médias, les experts et les politiques insistent toujours sur l'alimentation, les gaspillages des riches, les inégalités de distribution de nourriture, mais n'abordent quasiment jamais la nécessaire régulation des naissances. Erreur funeste.

Nous connaissons aujourd'hui avec la contamination virale le vertige des exponentielles. Si tu es porteur du virus et que tu contamines deux personnes, ces deux personnes vont transmettre à leur tour le Covid-19 à quatre personnes, puis à 8, etc. Cela apparaît au début peu inquiétant, mais au bout de dix transmissions, une seule personne en a rendu malade 1 027 ; au bout de 20 transmissions il y a plus d'un million de personnes infectées. Ce schéma théorique est proche de la vitesse de diffusion du coronavirus. La courbe épidémique chinoise semble montrer un « R0 » de 2,2. Le R0 correspond au nombre moyen de personnes qu'un individu infecté peut contaminer en six jours. La multiplication humaine suit le même schéma d'une génération à l'autre. Même avec un taux réduit d'accroissement naturel actuellement d'un peu plus de 1 %, les humains doublent leur nombre tous les 70 ans, et cela se compte dorénavant en milliards !

La deuxième leçon à tirer de l'épisode SARS-CoV-2, c'est qu'arrêter la diffusion exponentielle du virus est extrêmement difficile, même après un confinement généralisé de deux mois. Les comportements sociaux ne suivent pas forcément les directives médicales de distanciation sociale. Il en serait de même de la démographie humaine, il suffit de voir les bagarres homériques à propos de l'avortement ou même de la

contraception. De toute façon, presque aucun gouvernement, sauf le repoussoir que constitue la Chine pour certains, n'a programmé de politique malthusienne.

Ajoutons le lien direct entre pandémie et densité humaine. Wuhan était peuplée de 11 millions d'habitants, les grandes villes concentrées sont les plus touchées par le virus, et métros et stades de foot sont vecteurs privilégiés de la contamination. Combattre la surpopulation devrait aller de pair avec les objectifs de sobriété partagée.

Comme nous sommes dans un mouvement politique qui propose des solutions à mettre en œuvre, il serait bon que le parti EELV, imperméable actuellement au message démographique, en revienne au message de René Dumont, candidat de l'écologie à la présidentielle 1974 :

« Nous sommes les premiers à avoir dit que la croissance démographique doit être arrêtée d'abord dans les pays riches, parce que c'est dans les pays riches que le pillage du Tiers-Monde, par le gaspillage des matières sous-payées, aboutit aux plus grandes destructions de richesse.[...]. Il faut réagir contre la surpopulation. En Inde surpeuplée certes, mais surtout chez les riches : 500 fois plus d'énergie consommée par tête à New York que chez le paysan indien. Ce qui remet en cause toutes les formes d'encouragement à la natalité, chez nous en France. »

Michel Sourrouille
Coopérateur EELV
Poitou-Charentes

(1) <http://www.fao.org/3/ca8800en/ca8800en.pdf>

Petit guide pour aller vers moins de travail et plus d'activité.

En ignorant les fondements de la période difficile qui nous attend, l'Institut Montaigne répond à la crise économique par des mesures incantatoires en voulant augmenter le temps de travail. Cela revient à une confiscation du temps des actifs. La réflexion qui mène à de telles mesures ne s'encombre pas non plus d'une prise en compte des secteurs d'activité à requalifier ou à abandonner. La crise du COVID-19 (et d'autres suivront) n'est qu'une esquisse du monde dans lequel nous allons devoir apprendre à vivre en espérant ainsi aller vers un monde meilleur.

Payer pour maintenir en état certains secteurs est irréaliste.

La disparition d'une grande partie de secteurs entiers d'activité et de production, inadaptés aux nouvelles contraintes de la distanciation physique et de la volonté de vivre différemment, est prévisible.

Entre autres, le domaine des transports contraints et pendulaires va, en particulier, devoir se réinventer complètement, comme le secteur du tourisme, de l'aviation, de l'automobile, de l'agriculture, sans parler des crises climatiques et la nécessaire adaptation de nos comportements, de notre consommation, de notre production, etc. **Ces bouleversements vont faire émerger des nouvelles manières de produire et de faire.**

C'est une remise en cause de tous les modèles économiques

pour lesquels une simple baisse d'activité annihile la rentabilité, ce qui va détruire des secteurs entiers s'appuyant sur la notion d'économie d'échelle. Les conséquences sociales vont être monstrueuses et la disparition de milliers d'emplois est prévisible. Des millions de gens vont se trouver sans moyens d'existence et avec peu d'espoirs.

Répondons par des utopies pragmatiques et réalistes.

1. Nous devons requalifier une partie de la population pour lui permettre de s'adapter aux nouvelles manières de produire. Pour cette requalification **il faut que chacun ait du temps.**
2. Cette mutation, qui doit être rapide, ne se passera pas sans une réorganisation et une réappropriation de sa vie par chacun. Il faudra beaucoup d'initiative et d'intelligence. **Pour cette mutation il faut que chacun ait du temps.**
3. Cette réorganisation, cette réappropriation de sa vie, basée sur la proximité, passe par moins de complexité, plus de "faire soi-même" et moins de produits tout prêts qui viennent de loin. **Pour ce "faire soi-même", il faut que chacun ait du temps.**
4. Être plus responsable, comme on nous le demande, moins infantilisé, moins chosifié, cela demande de mieux se connaître et mieux connaître ce qui nous entoure. **Pour s'apprendre et apprendre, il faut que chacun ait du temps.**
5. Être plus autonome, plus résilient, c'est construire du commun et du collectif, du partage et de la solidarité. **Pour échanger, donner et recevoir, il faut que chacun ait du temps.**

En fait cela tombe bien, parce qu'il va y avoir moins de travail, mais pas moins de besoins, sûrement des besoins différents, mais des besoins quand même.

Moins de « travail » ne veut pas dire moins d'« activité ».

Le « travail » requiert une organisation et une stratification de la société ou de la communauté, une spécialisation et un degré de complexité seulement atteignable par un engagement collectif et le développement d'une culture et d'une morale. Il y a principalement de la technologie dans la fabrication de plats cuisinés industriels, la préfabrication d'une cabine de douche prête à poser.

L'« activité », elle, est plutôt de l'ordre des connaissances artisanales. Elle s'appuie principalement sur de la technique et peu sur de la technologie. Elle est proche de l'individu détenteur d'un savoir-faire et d'une éthique personnelle, typiquement pour la réalisation d'une tarte maison, la construction d'un mur en pierre sèche ou en pisé.

Pour que des millions de chômeurs ne soient pas confinés dans une inactivité augmentant leur sentiment d'inutilité, il est temps de répartir différemment le temps de travail et valoriser le temps d'activité. Activité qui est d'autant plus facilement accessible, puisqu'en partie autodéterminée par la recherche d'une satisfaction personnelle ou d'un engagement de coopération familial ou de proximité.

Tous deux, travail et activité, doivent concourir à l'amélioration et à l'enrichissement de la situation et de l'état personnel de chacun.

Il existe déjà une appréciation différenciée du travail et de l'activité.

Cette différence existe bel et bien dans notre imaginaire.

Une définition qui semble suffisamment large de l'activité est de dire **qu'elle concerne une action dont on maîtrise « l'objet et l'objectif » dans un cadre partagé ou individuel.**

Quand Monsieur ou Madame fait la cuisine, si c'est une activité, il ou elle maîtrise l'objectif, qui est de « fournir une nourriture pour faire plaisir à ses hôtes », et il ou elle maîtrise l'objet, qui est de « préparer des plats définis en les cuisinant pour un repas situé dans le temps ». Il ou elle adapte les moyens en choisissant les produits et en ayant à disposition du matériel de cuisine.

Au contraire, en devenant le dernier maillon de la chaîne de production en tant que consommateur, c'est l'industrie qui se donne la liberté de définir « l'objet et l'objectif », présidant à la mise à disposition de produits et services. L'individu travailleur consent malheureusement à ne plus avoir la parole. Il se contente de faire.

Si l'on ne maîtrise plus l'objectif, qui devient l'obligation de faire des repas, et si l'on ne maîtrise plus l'objet, qui consiste à cuisiner des recettes imposées, ce n'est plus une activité mais un travail.

Ce n'est donc pas le fait d'être payé ou non, ou d'avoir accès ou non à une protection sociale, qui fait le travail. Il suffit de penser aux limites floues du bénévolat, de l'échange direct de services, du paiement en nature, du travail au noir, du travail exonéré de charges sociales, du statut d'auto-entrepreneur, du télétravail, d'une partie du travail ménager, etc. C'est bien la notion de subordination formelle ou informelle concernant « l'objet et l'objectif » qui fait le travail, que l'on soit payé ou non, que l'on ait une protection sociale ou non.

Le travail ne peut pas se suffire à lui-même. Il n'est qu'un sous-produit de l'activité.

Lors du développement de l'ère industrielle, la coopération, voulue ou imposée, des hommes au travail et des femmes chargées du fonctionnement et de la production de la famille, a permis à l'industrie de confisquer le temps disponible des salariés (et aussi des salariées) qui, pour (sur)vivre, bénéficiaient du complément indispensable apportées par les femmes « attachées à la maison ». Facile dans une société patriarcale !

Sans cette coopération, l'industrie n'aurait jamais pu se développer comme elle l'a fait.

L'implication personnelle dans « l'objet et l'objectif » fait la différence.

On peut plus ou moins subir, participer coopérer, maîtriser, s'approprier chacun de ces deux éléments.

Si le travail est un état de subordination caricatural, on subit sans concession « l'objet et l'objectif ». Il n'y a pas d'humanité dans cette situation. Quand la machine peut le faire on est vite remplacé.

Si l'on participe à l'objectif, à l'objet ou aux deux à la fois, il y a la motivation, et l'atteindre ou les atteindre se traduit par une récompense pouvant aller de la satisfaction à la prime.

On peut aussi coopérer pour faire ensemble ou maîtriser pour faire seul.

Mais attention : si l'on s'approprie l'objectif sans maîtriser l'objet, on aura des grandes difficultés à aboutir et si l'on s'approprie l'objet sans maîtriser les objectifs, c'est le burnout assuré.

Comme au travail, l'activité ne doit pas être sexiste.

Chaque homme et chaque femme a sa part de féminin et de masculin. La part de masculin est plutôt attachée à l'objet, le produit ou service à réaliser, sans temporalité, alors que, par nature, la part de féminin, prédisposée par le ressenti des temporalités physiologiques, fait plus facilement sien les objectifs, le planning et la qualité. Nous devons donc faire société autour de ces deux éléments que sont la perception de la temporalité et l'attachement à la fabrication.

Très peu de gens, hommes ou femmes, réunissent ces deux critères. **Reconnaitre son interdépendance est donc indispensable pour vivre une coopération fluide et de proximité, basée sur une égalité de situation sociale et de reconnaissance sociétale.** Les nouvelles générations ont, pour beaucoup, intégré cette dimension que la société ne leur laisse pas toujours l'occasion d'exprimer.

Subvenir à une partie de ses besoins par l'activité.

On ne peut pas s'attendre à ce que l'on passe facilement à la généralisation d'une réduction drastique du temps de travail à 24 ou 28 heures, même si l'on peut déjà le demander, même s'il faut tout faire pour que cela devienne une évidence sociétale.

Mais il est aussi nécessaire d'inscrire culturellement les bénéfices d'une réduction du temps de travail. C'est donc à chacun de le vouloir fortement et quand il en a la possibilité, en construisant des possibles par des initiatives individuelles ou collectives en gouvernance partagée.

En nous libérant du confinement d'un temps de travail trop long, nous pourrions ainsi réintroduire des temps d'activité où la coopération et la solidarité deviennent une autre réponse à nos besoins essentiels. L'épanouissement personnel ira de pair dans ce monde d'interdépendance entre le « je » et le « nous ».

Faire ce qui est à sa portée.

On ne peut pas tous refaire le monde dans des ZAD, mais chacun peut dynamiser les modèles de coopération en allant par exemple aider à faire la mise en rayon et l'inventaire dans la coop bio où l'on va faire ses courses, en portant le principe des AMAP pour créer une sécurité alimentaire « simplifiée et à portée de main ».

On peut aussi se dégager du temps en réduisant ses transports par des actions d'implantation et de maillage territorial de bureaux de proximité. On peut rechercher une vie plus simple et plus sobre en s'investissant dans des projets d'habitat partagés, etc.

Il y a mille possibilités adaptées au vécu, au moment, à la situation de chacun, mais toutes concourent à la mise en place d'une économie environnementale sociale et solidaire (EES).

Bien sûr, au-delà des bénéfices humains, tout cela remettra aussi en cause l'aménagement du territoire et la maîtrise du foncier, les transports, les échanges, les monnaies, le fonctionnement essentiel des solidarités et des protections, etc. C'est la base d'une nouvelle politique qui se construira à partir de vous.

Pour terminer un clip de Keny Arkana.

[Gens Pressés... Pressés jusqu'à en devenir liquide? Brise tes chaînes et \(ré\)invente ta vie](#)

Christian Olive
Coopérateur EELV
Languedoc-Roussillon

Renouveler son adhésion au Réseau coopératif !

Pour un paiement par chèque, rien de plus simple ! Il suffit de télécharger le formulaire : <https://soutenir.eelv.fr/formulaire-e-papier/> et de l'envoyer, accompagné d'un chèque bancaire ou d'un mandat postal (disponible contre une somme en liquide dans tous les bureaux de poste), à l'ordre de **AF-EELV**, au Secrétariat de votre Région dont l'adresse se trouve avec le formulaire papier. Attention le chèque doit être obligatoirement au nom de la personne cotisante, donc deux chèques différents en cas de cotisation d'un couple.

Il est également possible de régler son adhésion par carte bancaire en se rendant sur la page du site EELV : <https://soutenir.eelv.fr/cooperer/>.

Si vous êtes imposable, les 2/3 de votre cotisation seront déductibles de vos impôts sur le revenu de 2019.

En complément, il est aussi possible de rajouter un don d'une somme quelconque à votre cotisation au delà de vos 10€ ou 20€, don éventuellement déductible de vos impôts, pour 2/3 de son montant.



Le Comité d'animation du Réseau coopératif

Pour réagir aux articles des infolettres, vous pouvez les retrouver sur notre site web à l'adresse <http://coop.eelv.fr/category/infolettres/>

Pour le Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)